



VINCENT MARISSAL

La Presse

Quelques jours seulement après avoir appris qu'aucune accusation ne sera portée contre lui, le député de Laurier-Dorion veut tourner la page. Et vite. Il dit regretter certains de ses gestes et commentaires trop « amicaux » ou trop enthousiastes, mais il n'a formulé aucune excuse formelle.

Il affirme par ailleurs avoir « vécu l'enfer » depuis le 20 octobre et il s'offusque d'avoir lu et entendu des histoires selon lesquelles il avait touché des femmes, ce qu'il nie fermement.

Gerry Sklavounos estime de plus avoir répondu à la demande du premier ministre Philippe Couillard, qui lui a demandé la semaine dernière d'entamer une « démarche personnelle » et de faire une déclaration publique sur l'importance du respect de l'égalité entre hommes et femmes. « J'ai répondu à mon premier ministre », a tranché M. Sklavounos, rappelant du même souffle qu'il souhaite être réintégré au sein du caucus libéral le plus rapidement possible.

L'acte de contrition minimaliste de Gerry Sklavounos ne lui permettra pas de réintégrer son caucus même si d'un point de vue strictement criminel, il a été blanchi.

La déclaration de Gerry Sklavounos reprenait les mêmes arguments évoqués par Marcel Aubut, qui a dû quitter le Comité olympique canadien en octobre 2015 en raison de son comportement déplacé envers des femmes : je suis un gars chaleureux, peut-être trop, et j'ai peut-être rendu des gens mal à l'aise par mes gestes et commentaires, mais je n'ai jamais voulu blesser ou indisposer personne.

Marcel Aubut, lui, avait toutefois présenté des excuses formelles aux femmes qui se plaignaient de son attitude ainsi qu'à sa famille entraînée dans la tourmente. Gerry Sklavounos n'est pas allé aussi loin, se limitant à dire qu'il était désolé si ses gestes ont rendu certaines personnes mal à l'aise.

« (...) Si dans des tentatives de socialiser, de créer des liens d'amitié ou d'alléger l'atmosphère de manière parfois maladroite, j'ai pu offusquer ou rendre inconfortable d'autres personnes, je tiens à souligner que cela m'apparaît

maintenant inacceptable et inapproprié et je m'engage à faire preuve de beaucoup plus de prudence à l'avenir.»

Le député Sklavounos s'engage à éviter d'embarrasser ou d'indisposer des femmes dans son milieu de travail, mais sur le fond, il banalise totalement la portée de ses gestes. En anglais, il avance même que «c'est peut-être culturel» (M. Sklavounos a des origines grecques et il vit dans un milieu métissé serré, mais je ne vois pas trop où il veut en venir avec ce commentaire...).

M. Sklavounos dit, en substance : j'ai juste fait des jokes ou des «compliments polis», mais c'est pas tout le monde qui apprécie.

Pendant un long point de presse qui a suivi sa déclaration, M. Sklavounos a refusé à maintes reprises de parler spécifiquement de sa relation avec Alice Paquet, la plaignante à l'origine de toute cette affaire.

Ce point de presse très couru a eu lieu dans un petit local anonyme, rue Hutchison, près du métro Parc, et non pas au bureau de circonscription du député, boulevard Saint-Laurent, face au parc Jarry. Il semble qu'on craignait des attroupements et du grabuge sur Saint-Laurent en raison de la grande médiatisation de l'affaire Sklavounos. Il y avait d'ailleurs une voiture de police du SPVM stationnée discrètement en face du local sur Hutchison et un agent de sécurité imposant à l'entrée du local.

L'exercice a semblé douloureux pour Gerry Sklavounos, mais encore plus pour sa femme (et la mère de leurs deux enfants), restée à côté de lui pendant toute la conférence de presse, droite et silencieuse, retenant visiblement ses larmes par moment. La vieille chanson *Stand by your man*, de Tammy Wynette, si souvent associée à Hillary Clinton, m'est revenue en tête. La famille des élus est toujours la première victime collatérale des scandales politiques.

La balle est maintenant dans le camp du premier ministre Couillard et de son caucus, qui doivent décider du sort de leur collègue de Laurier-Dorion.

M. Couillard a répété hier que la réintégration de M. Sklavounos au sein du caucus libéral n'est pas automatique et il est clair que la déclaration publique faite hier par celui-ci ne lui permettra pas d'obtenir son billet de retour dans l'immédiat.

Aucune accusation criminelle n'a été déposée contre Gerry Sklavounos, ce qui devrait lui rouvrir la porte de son parti, mais pour le moment, le premier ministre risque gros en respectant strictement cette position de principe : les partis de l'opposition n'attendent que ça pour accabler le gouvernement et d'autres allégations d'inconduite peuvent rejillir à tout moment, replongeant les libéraux dans l'embarras.

Philippe Couillard pourrait décider de tenir M. Sklavounos à l'écart d'ici aux prochaines élections, dans 20 mois, et d'imposer un autre candidat libéral.

L'affaire n'est toutefois pas si simple. Gerry Sklavounos a reçu l'appui formel de l'association libérale de Laurier-Dorion et certains députés libéraux, même s'ils déplorent l'attitude de leur collègue, croient qu'on ne peut exclure un élu sur la base d'allégations.

Les anglophones ont une expression parfaite pour décrire la situation du PLQ: perdante-perdante.

Sans compter que Laurier-Dorion est l'exemple typique de circonscription « prenable » par une candidature commune PQ-QS. Surtout si la famille libérale se déchire...